

# L'économie Post Covid : De la fin du libéralisme exacerbé, au retour à l'autonomie nationale

**Respectable Loge, Gambetta, Orient de Cahors, Région 17**

**Mots-clefs : Économie, Autonomie, Nationalisations**

Le cadre conceptuel :

Adam Smith, dans « La richesse des nations », a émis l'idée qu'une « main invisible » guide l'ensemble des actions individuelles des acteurs économiques, motivées uniquement par l'intérêt personnel de chacun, contribuant ainsi à la richesse et au bien commun.

L'Ecole Néoclassique (Walras/Pareto) va développer l'idée que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur qui conduit à un équilibre optimal du système économique. Pour les néoclassiques, les crises économiques sont liées à des événements extérieurs qui perturbent le bon fonctionnement du marché (interventions publiques, chocs pétroliers...), ces crises se résolvant d'elles-mêmes en situation de concurrence pure et parfaite. La croissance semble acquise, mais il y a une montée de l'insatiabilité d'où la notion d'équilibre. On reproche à l'économie néoclassique de reposer trop lourdement sur des modèles mathématiques complexes et d'avoir « étouffé » l'enseignement de l'Économie en France par son hégémonisme.

D'autres modèles économiques ont une autre vision, comme, entre autres, le Keynésianisme ou les théories révolutionnaires telles le Marxisme et le Léninisme :

Pour Keynes, le gouvernement doit fournir un ensemble d'incitations au marché à travers des politiques économiques budgétaires et monétaires afin d'arriver au meilleur état d'équilibre possible. Certains économistes reprochent à Keynes d'avoir une approche fondamentalement collectiviste soutenant que de telles théories encouragent la planification centrale, qui mène au mauvais investissement du capital, ce qui est la cause des cycles économiques.

Pour Lénine, il y a une tendance obligée du Capitalisme à l'Impérialisme, avec la création de monopoles, la création d'une oligarchie financière par la fusion du capital bancaire et industriel, la formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et la fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

État des lieux actuels :

Le concept de « main invisible » est aujourd'hui très critiqué par de nombreux économistes - dont Robert Shiller, Prix Nobel 2013 -, suite à la crise économique de 2007-2008 générée par les politiques économiques libérales, crise qui a nécessité l'intervention massive et coordonnée des états et des banques centrales.

Le Keynésianisme a permis de sortir les Etats-Unis et le monde de la grande dépression de 1929 mais a montré ses limites en France entre 1981 et 1983 dans le cadre de la relance initiée par le Premier ministre Pierre Mauroy, qui a échoué et a été suivie d'un Plan de Rigueur.

Les théories révolutionnaires se sont vues appliquées avec plus ou moins de réussite dans les pays à l'idéologie communiste : échec patent en URSS, réussite en Chine, qui les a mâtiné de nationalisme, de confucianisme et de Keynésianisme, avec des nuances contrastées dans d'autres pays (Vietnam, Cuba...)

Le commerce mondial, au ralenti depuis la crise financière, s'est trouvé affaibli par les mesures unilatérales protectionnistes des Etats-Unis Trumpistes, et les tensions commerciales se multiplient autour du Globe.

La pandémie de la COVID 19 est venue aggraver cette situation, les bases du développement des économies modernes ayant montré leurs faiblesses, les états redécouvrant leur excessive dépendance vis-à-vis des autres pays, au premier chef la Chine. L'on a vu alors partout le « chacun pour soi » se généraliser, y compris au sein même de l'Union Européenne, ainsi que les coups bas, afin de récupérer au plus vite et dans les plus grandes quantités les produits indispensables au système sanitaire de chaque nation.

Le retour du concept d'Autonomie Stratégique dans les nations :

Il est évidemment impossible et éminemment dangereux de voir un repliement de chaque nation sur son économie, sous prétexte de la crise sanitaire ; le Monde bruisse sous les bruits de bottes, un unilatéralisme serait fatal.

Il est temps de conceptualiser un nouveau système économique plus respectueux des personnes et de la Nature, redéfinissant la notion de Travail, de Capital et de partage des richesses créées ; tout d'abord, la priorité devrait être de parvenir à donner une réponse coordonnée des grandes puissances économiques à la Crise, en créant une structure dédiée et innovante. En effet, l'OMC et ses règles libérales a montré ses limites et est en crise, ainsi que l'OMS, principalement du fait des USA. L'ONU, trop politisée et trop lourde à mettre en mouvement, ne peut pas non plus être le réceptacle de cette structure. Ce lieu permettrait la prise en compte des mesures sanitaires et coordonnées, en parallèle à la mise en place de mesures évitant les restrictions aux exportations et la limitation des mesures protectionnistes, ainsi que des réflexions sur la Nouvelle Economie à mettre en œuvre, en lien étroit, cette fois, avec un respect de notre planète.

La vision de Lénine sur la tendance obligée du Capitalisme à l'Impérialisme se voit vérifiée, le Monde étant concrètement divisé en 3 zones d'influence économique : les USA, la Chine et, plus marginalement, l'Union Européenne.

Cette dernière a une occasion unique de montrer sa différence au reste du Monde en créant cette structure innovante et en invitant toutes les nations désireuses d'y apporter leur point de vue.

La puissance économique des USA étant en grande partie basée sur l'hégémonie du dollar et le chantage aux représailles envers les pays n'appliquant pas les mesures dictées par les Etats-Unis, il serait nécessaire d'obliger chaque pays de l'Union à ne commercer qu'en euro. Tous les pays souhaitant négocier avec l'Union se verraient imposer la même exigence, ce qui ferait mathématiquement baisser la part du dollar dans les échanges internationaux. Si une entreprise de l'Union souhaite commercer avec un pays visé unilatéralement par des sanctions américaines et que cette entreprise se voit sanctionner par les USA afin d'être exclu du Marché Américain, une entreprise américaine de taille identique œuvrant dans le même domaine d'activité et n'ayant pas de structure de production en Europe serait elle-aussi automatiquement exclue du Marché Européen.

En parallèle, la crise de la COVID 19 ayant mis en lumière le degré de dépendance excessif de notre économie au reste du monde, au premier chef la Chine, notamment dans le domaine de la Santé, la nécessité de relocaliser certaines productions se fait impérieuse. C'est en ce sens que la création d'un Commissariat au Plan décidée par le Gouvernement est un pas en avant, afin de lister les productions nécessaires à l'indépendance économique et sanitaire de notre pays.

Nous devons passer alors d'une économie libérale à une économie toujours ouverte, mais autonome dans certains secteurs stratégiques, qui sortiront volontairement du cadre marchand pour être nationalisés, s'ils sont purement nationaux, ou avec une participation majoritaire de l'Etat dans le capital de l'entreprise, si celle-ci travaille pour d'autres pays de l'Union Européenne. Le reste du capital de l'entreprise sera partagé avec les autres pays concernés, avec réciprocité pour les entreprises ayant le même rôle dans leur pays d'origine de l'Union.

Cette nouvelle approche pourra être intégrée conceptuellement par l'Union Européenne avec l'objectif d'une entraide intra-européenne dans certains domaines, en cas de nouvelle crise sanitaire.

Ce concept de secteurs stratégiques nationalisés pourra être inscrit dans la Constitution.

La crise de la COVID 19 est une rupture dramatique de la trame mondiale et une intrusion au plus profond de l'Etre national ; il nous appartient d'en tirer un ressort nous permettant d'en sortir grandis, dans un Monde où le produit du Travail des uns n'irait plus enrichir une infime minorité, un Monde avec une économie socialement juste et respectueuse de l'Environnement, un Monde qui ne s'arrêterait pas de tourner quand une écaille de Pangolin en vient bloquer les rouages.

**De la nécessité de la nationalisation des secteurs stratégiques permettant le retour à une certaine autonomie nationale.**